

## Crises environnementales : 1 400 scientifiques appellent les candidats à la présidentielle et les médias à sortir « des discours de l'inaction »

La présence de la science n'a jamais été aussi prégnante que ces dernières années dans le débat politique et médiatique (par exemple sur les questions environnementales et climatiques). L'irruption de la Covid-19 et sa médiatisation n'ont certes pas été toujours propices à la qualité des débats scientifiques, mais cette crise a montré à nos concitoyens que la science ne pouvait être ignorée. La science peut éclairer le débat public et la vérité scientifique ne peut être relativisée, car la science se nourrit de faits qui sont vérifiés et analysés en respectant des protocoles établis par nos pairs. Le politique doit prendre en compte la réalité scientifique et technique s'il souhaite mener une politique rationnelle et éventuellement efficace. La vision scientifique du monde peut paraître austère et absconse au profane mais elle est indispensable ; l'éducation et la connaissance étaient au cœur des valeurs des penseurs du siècle des Lumières et restent nos armes maîtresses contre la désinformation et la propagation de « fake news ».

Dans ce cadre, le Conseil d'administration de la Société Chimique de France (SCF) a décidé de signer cette tribune [1].

**Stanislas Pommeret**  
Président de la SCF

Scientifiques issus de différentes disciplines, nous observons, analysons et prévoyons les changements environnementaux en fonction des choix socio-économiques, tentons d'anticiper leurs conséquences et d'évaluer la pertinence des actions envisagées.

Quels que soient nos opinions politiques et nos engagements personnels, nous constatons avec inquiétude l'absence de débat démocratique dans la campagne présidentielle sur les graves bouleversements en cours et à venir, qu'il s'agisse du climat, de l'océan, de la biodiversité ou des pollutions.

La technicité et la complexité des sujets, l'affirmation de leur caractère anxiogène, la conviction qu'ils dépassent les clivages politiques et n'ont qu'un faible intérêt pour le grand public – la promesse donc d'un audimat en berne –, sont souvent avancées pour justifier ce silence. Pourtant, selon la dernière enquête de l'Ademe [2], l'environnement est une préoccupation majeure des Français, qui perçoivent de plus en plus les effets d'un climat qui change (+ 1,7° depuis 1900 en France). D'après l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC), deux tiers d'entre eux sont déjà directement exposés aux risques climatiques.

Le monde agricole prend conscience de sa grande vulnérabilité à l'intensification du cycle de l'eau et des extrêmes chauds. De grandes entreprises développent des politiques climatiques. Plusieurs collectivités se sont dotées de GIEC locaux ou de conseils de citoyens, soulignant la forte capacité de mobilisation de nos compatriotes. Tous ont compris que les modèles de production et de consommation hérités du passé seront remis en cause, alors même que la crise sanitaire a révélé les fragilités multiples du pays.

Il est sans doute plus commode de réduire le débat sur les nécessaires transformations structurelles à un affrontement entre partisans du nucléaire et défenseurs des énergies renouvelables ; plus confortable de confondre décarbonation de l'ensemble du secteur de l'énergie et production électrique

bas-carbone, alertes sur l'état de l'environnement et militantisme radical, lucidité et catastrophisme. Ces simplifications finissent par créer une prison intellectuelle, qui empêche de mettre sur la table les choix qui s'offrent encore à nous, et d'en débattre de manière démocratique, c'est-à-dire publique, éclairée et contradictoire.

Les défis qui nous attendent incluent la diminution des émissions de gaz à effet de serre et la préservation du vivant. Mais ils portent aussi sur la nature et le rythme de l'adaptation, la juste répartition des risques et des efforts, la solidarité entre générations ou entre territoires. De fait, ils concernent l'emploi, le transport et la mobilité, l'alimentation, le partage et l'accès aux ressources, notamment l'eau potable, le foncier, la santé, la fiscalité, l'éducation, la formation professionnelle, la recherche et l'innovation, la préservation du patrimoine historique et culturel, l'habitat, la réduction des inégalités et des fractures territoriales, le tournant numérique, la prévention et l'indemnisation des catastrophes, la sécurité intérieure, la souveraineté et la défense nationale, la politique européenne et internationale.

Si beaucoup d'objectifs de court et long termes sont connus et fixés par nos engagements nationaux et internationaux, différentes trajectoires sont possibles et doivent être discutées. Et si l'on choisit l'inaction, il est nécessaire d'en exposer et d'en assumer les conséquences.

Encore faut-il que les citoyens puissent décider en leur âme et conscience. Pour cela, les candidats et candidates à l'élection présidentielle doivent pouvoir s'exprimer, et donc être interrogés, sur des questions de fond. Elles sont nombreuses. Ainsi comment fait-on pour :

- Tripler le rythme des baisses des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2024, sans augmenter les inégalités sociales et territoriales ? Orienter les investissements de la France vers la neutralité carbone ? Agir sur les autres gaz à effet de serre, notamment le méthane ? Développer les puits de carbone, alors que nos forêts souffrent déjà du climat qui change ?

- Réduire notre dépendance aux énergies fossiles, sans augmenter la précarité énergétique, en accompagnant la reconversion de certains emplois et en formant une main-d'œuvre qualifiée pour satisfaire les nouveaux besoins ?
- Intégrer les enjeux environnementaux dans les accords commerciaux internationaux, pour diminuer notre empreinte carbone, la déforestation importée, la consommation d'eau ou de plastiques ?
- Transformer les filières agricoles, industrielles, touristiques, pour répondre aux impacts du changement climatique, au renchérissement des matières premières, à l'adoption de nouvelles normes internationales, aux attentes des consommateurs ?
- Adapter les villes pour réduire leur vulnérabilité aux extrêmes chauds, secs et humides, selon une logique bas-carbone, tout en luttant contre l'habitat insalubre et le mal-logement, sans augmenter l'artificialisation des sols ?
- Se préparer à des événements climatiques extrêmes plus fréquents et plus intenses, renforcer les systèmes de gestion de crise et d'assurance et engager des moyens à la hauteur des enjeux d'adaptation et de résilience ? Anticiper les déplacements de populations, d'infrastructures et d'activités, notamment sur les littoraux, et considérer dès à présent le devenir des territoires les plus exposés ?
- Peser sur la diplomatie mondiale du climat et de la protection de l'environnement, afin que les États respectent leurs engagements et que l'accord de Paris joue véritablement son rôle ?
- Œuvrer pour que l'éradication de la pauvreté dans le monde soit combinée avec l'adoption de modèles de développement durable et l'émancipation des femmes ?

Le constat scientifique vis-à-vis de la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique, l'érosion de la biodiversité, les pollutions est clair. Il n'existe pas de remède miracle, de panacée totalement indolore. L'innovation technologique ou les injonctions individuelles à la sobriété ne suffiront pas à elles seules.

Mais si les évolutions que nous vivons ont une vitesse et une ampleur inédites à l'échelle de l'histoire humaine, nous pouvons encore atténuer les crises et nous préparer à surmonter leurs effets préjudiciables. Des éléments factuels existent sur le potentiel, les coûts, les bénéfices et les limites des multiples leviers d'action à notre disposition. 2022 sera d'ailleurs marquée par la publication le 28 février et le 4 avril des rapports des groupes II et III du GIEC sur l'adaptation et sur l'atténuation.

C'est pourquoi, alors que se multiplient les discours de l'inaction, il est plus que jamais essentiel de pouvoir délibérer sereinement sur les alternatives, les opportunités et les contraintes des différentes options envisagées, en cessant de déconnecter les choix techniques et les dimensions économiques, sociales, territoriales. Pour cette raison, les électeurs et électrices ont besoin de connaître les propositions des candidats et des candidates à l'élection présidentielle, et leurs conditions de mise en œuvre.

[1] [www.francetvinfo.fr/monde/environnement/crise-climatique/tribune-crises-environnementales-1-400-scientifiques-appellent-les-candidats-a-la-presidentielle-et-les-medias-a-sortir-des-discours-de-l-inaction\\_4930099.html](http://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/crise-climatique/tribune-crises-environnementales-1-400-scientifiques-appellent-les-candidats-a-la-presidentielle-et-les-medias-a-sortir-des-discours-de-l-inaction_4930099.html)

[2] <https://librairie.ademe.fr/changement-climatique-et-energie/4057-representations-sociales-du-changement-climatique-21-eme-vague.html>



## Vient de paraître dans la collection « Chimie et ... »

### Chimie et énergies nouvelles

M.-T. Dinh-Audouin, D. Olivier, P. Rigny (coords.)

258 p., 25 € (eBook : 19,99 €)

Il y a seulement quelques années, les énergies fossiles (charbon pétrole) étaient reines et le nucléaire les complétait par des technologies d'avenir. Tout a changé aujourd'hui : le pétrole s'épuise et disparaîtra, des accidents rares mais terribles discréditent le nucléaire. Alors même que la vie, quotidienne comme économique, repose de plus en plus sur l'électricité ! Et voilà que l'obsession du changement climatique entre en jeu et vient disqualifier notre source privilégiée, le pétrole, puisque les émissions de gaz carbonique dues à la combustion sont principalement dénoncées ! Ce qui était une préoccupation pour les spécialistes au début du siècle mobilise maintenant tout le monde.

Les auteurs de cet ouvrage montrent comment les scientifiques et les ingénieurs modifient les procédés connus pour limiter les émissions de CO<sub>2</sub> et en inventent d'autres. Ils montrent aussi comment se passer de combustibles fossiles, en utilisant l'énergie du vent (les éoliennes) ou celle du solaire (les cellules photovoltaïques), ou encore pour développer des procédés à base de plantes, mieux sécuriser le nucléaire, voire, pour le grand avenir, utiliser la fusion des atomes – le procédé du soleil !

Dans les journaux ou les livres, ces thèmes sont souvent abordés, vu leur importance critique, mais rarement le sont-ils de la façon concrète qu'ont adoptée les auteurs de ce livre. Ici on ne vend pas du rêve, mais on incite au concret: tout (ou beaucoup) est possible, mais rien n'est ni simple ni garanti, il n'y a pas de «tout tout de suite» possible. Le chemin vers les nouvelles énergies comportera des étapes... des déceptions passagères, des espoirs, des choix et des mobilisations avant des succès et des améliorations. Les meilleurs spécialistes des laboratoires et des industries nous transmettent dans ce volume ce qu'il faut savoir pour aborder cette ère techniquement révolutionnaire !

**À commander en ligne sur [laboutique.edpsciences.fr](http://laboutique.edpsciences.fr)**